

Le 23 janvier 2013, à la veille de l'annonce officielle, par Mitall, de la suppression de 7 lignes de la phase à froid, en région liégeoise – à peine un an après la liquidation de la phase à chaud-, le président de la fédération des Métallurgistes FGTB de Liège-Luxembourg, Francis Gomez, et Egidio Di Panfilo, secrétaire général du SETCa-Liège sortaient un communiqué de presse commun : « Mittal, Go Home ! Nationalisation de la sidérurgie intégrée » !

« Mittal organise l'explosion de Liège », soulignait le communiqué ; « De façon préméditée et organisée, le groupe Mittal programme la fin industrielle du bassin sidérurgique liégeois (…) ; nous avions raison : la nationalisation est LA solution ».

Et le communiqué se terminait par la phase : « Nous en revenons à notre position bien étudiée de départ : relance d'une sidérurgie intégrée, avec une large maîtrise par les pouvoirs publics, en collaboration avec d'autres sidérurgistes européens de taille moyenne ».

Portage public, nationalisation, et courage politique

L'option d'un « portage public » doit être privilégiée, déclare, au nom de la FGTB wallonne, son secrétaire général, Thierry Bodson, ajoutant : « Au nom de l'intérêt général, les pouvoirs publics doivent exproprier les financiers qui ne veulent pas vendre un outil fiable et rentable. L'expropriation doit avoir pour but de maintenir l'activité économique jusqu'à le reprise par un opérateur, garant d'un projet industriel fiable ».

Un opérateur privé, pourquoi ? L'Etat, la Région wallonne n'auraient pas vocation de gérer des entreprises industrielles ? La Région wallonne est bien actionnaire à 100% de la Fabrique Nationale d'armes, à Herstal, à plus de 80% de la société aéronautique, Sonaca, à Gosselies !

Mais, à propos de ArecelorMittal, Jean –Claude Marcourt, ministre PS de l'Economie à la Région wallonne, déclarait, le 13 octobre 2011 (Le Soir), au lendemain de la fermeture de la phase à chaud à Liège : « La nationalisation est impossible, l'Europe l'interdit ; il faut un opérateur privé ».

En 2008, plusieurs banques, au bord de la faillite, furent nationalisées. On a connu, par exemple, la nationalisation des activités belges de Dexia Banque, avec rachat, précisons-le (quelque 4 milliards d'euros !).

A ce propos, il est intéressant de relever, à l'époque, une déclaration de la Commissaire européenne à la Concurrence, Mme Kroes : « les règles de droit de la concurrence doivent aujourd'hui s'effacer devant l'urgence »(Le Figaro, 12/3/2008).

Cinq minutes de courage politique

« Cinq minutes de courage politique » : belle formule utilisée par Nico Cué, secrétaire général de la Fédération des Métallos FGTB, Wallonie-Bruxelles !

Dans son édito –Syndicats du 1er février 2013, il écrit : « Il faut foutre Mittal dehors, puisqu'il a décidé, c'est bien de cela qu'il s'agit, de foutre une région en l'air. Pourquoi un capitaliste, au nom de ses seuls intérêts, aurait-il le droit de fermer des outils par ailleurs rentables ? Pourquoi le droit d'un seul primerait-il le droit de tous ? Pourquoi les politiques n'auraient-ils pas le droit de faire ce pour quoi, après tout, ils ont été élus : défendre l'intérêt commun, et même, s'il le faut pour cela, prendre quelques libertés avec l'intérêt privé ».

« Alors, continue Nico Cué, reste la volonté politique. Cinq minutes de courage politique pour tourner la page. Cinq minutes de courage politique pour donner à une région les moyens de ne pas sombrer, que ce soit par « nationalisation/régionalisation », expropriation ou toute autre

voie qui permettrait d'éjecter Mittal et de redonner la main aux pouvoirs publics, qui, c'est évident, devront aussi trouver des partenaires industriels ».

Ejecter, exproprier Mittal, tout plaide pour ! Mais, si c'est pour que la Région wallonne s'associe à nouveau avec un groupe sidérurgiste privé, pour mener la même politique, l'histoire de Cockerill-Sambre est là pour nous montrer qu'il faudra, à nouveau, payer le prix fort, aux dépens de l'emploi, des conditions de travail.

Le « portage » et la mise sous statut public peut et doit plutôt s'inscrire dans une autre logique : « casser » avec la course au profit maximum pour les actionnaires ; préserver l'emploi ; garantir une pratique syndicale, dans l'entreprise publique, liée à un contrôle et une gestion démocratique des travailleurs.

Pour cela, Nico Cué fait bien de le souligner : « il faut montrer, tous les jours, au monde politique et à la majorité des partis, qui se sont lancés dans ce qui est d'abord une stratégie d'amortissement du choc, provoqué par l'annonce de la fermeture, que les travailleurs ne lâcheront pas l'os ».

Les partis de la gauche de gauche (PTB, PSL, PC, MG et nous-mêmes à la LCR) interviennent, dans le combat, aux côtés de sidérurgistes, pratiquement d'une même voix, à quelques nuances près : expropriation pour urgence sociale, sans rachat ni indemnités ; mise sous statut public pour l'euro symbolique ; nationalisation/ régionalisation ; réquisition des outils…

Voilà une belle occasion de se concerter, de prendre ensemble des initiatives pour forcer, aux côtés des sidérurgistes, le pouvoir politique à prendre ses responsabilités, pour que les gouvernements comprennent enfin, comme le dit encore Nico Cué , « que l'avenir est entre leurs mains, et que s'ils ratent cette occasion, la dernière assurément, ils seront à jamais, à nos yeux, co-auteurs, avec Mittal, de l'assassinat de l'acier wallon ».